

(suite de la page 1)

Le cas de contamination nigérienne qui s'est déclaré au début de l'année a commencé par une seule ferme industrielle, appartenant à un membre du Conseil des Ministres, éloignée des axes principaux de déplacements des oiseaux migrateurs mais elle était connue pour importer des oeufs à couver hors réglementation. En Inde, les autorités locales indiquent que le virus H5N1 est apparu et s'est répandu à partir d'une ferme industrielle appartenant à la plus grande compagnie avicole du pays, les couvoirs Venkateshwara.

La question cruciale est de savoir pourquoi les gouvernements et les agences internationales, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ne font rien pour enquêter sur la manière dont les fermes industrielles et leurs sous-produits, tels que l'alimentation animale et le fumier, propagent le virus. Au lieu de cela, ils se servent de la crise comme une occasion d'industrialiser davantage le secteur avicole. Les initiatives se multiplient pour interdire la volaille en plein air, pour évincer les petits producteurs et pour réapprovisionner les fermes avec des poulets génétiquement modifiés. Le réseau de complicités avec une industrie prise dans une série de dénis et de dissimulations semble total.

"Les agriculteurs perdent leurs moyens d'existence, les poulets locaux sont éliminés et quelques experts déclarent que nous sommes à l'aube d'une épidémie humaine qui pourrait tuer des millions de personnes," conclut Kuyek. "Quand les gouvernements réaliseront-ils que pour protéger la volaille et les personnes contre la grippe aviaire, ils doivent les protéger contre l'industrie avicole mondiale ?"

GRAIN

Contact : Devlin Kuyek, GRAIN, à Montréal,

Tél : +1 514 2737314,

Email : devlin (at) grain.org

Web : <http://www.grain.org>

[1] Le rapport entier, "Qui est le dindon de la farce ? Le rôle central de l'industrie avicole dans la crise de la grippe aviaire", est disponible sur le site: <http://www.grain.org/briefings/?id=195>.

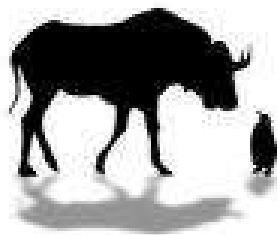
[2] La fiente de poulet et la litière des sols des élevages industriels de volaille sont des ingrédients courants de l'alimentation animale.

Saint-Etienne > Culture > Cyberculture

Entraide autour de GNU/Linux et des logiciels libres

Au Ramina Grobis.

Publié le 21 février 2006,



A partir de mars, l'association Alolise (Association pour la promotion des Logiciels Libres de Saint-Étienne) proposera chaque mois des permanences d'entraides autour de gnu/linux et des logiciels libres. Ces permanences seront, comme d'habitude, l'occasion de promouvoir localement le logiciel libre.

Pourquoi ces permanences ?

Après les quelques linux party qui ont eu lieu, il nous semblait intéressant de proposer un rendez-vous régulier autour du logiciel libre, que ce soit pour en discuter, essayer de trouver une solution à un problème technique précis, mettre en place des ateliers thématiques ou éventuellement, pour les plus téméraires, installer linux sur leur ordinateur [1]. Bien sûr internet permet de faire tout ça sans sortir de chez soi... mais nous avons choisi de vous permettre de rencontrer les humains qui habituellement se cachent derrière leurs machines !

Qu'est ce qu'on y trouve précisément ?

- ▶ Des ordinateurs qui tournent sous linux : vous pourrez donc voir comment ça marche et vous faire une idée plus précise de ce que sont les logiciels libres dans la pratique.
- ▶ Des gens disposés à vous aider soit à installer gnu/linux sur votre machine, soit à résoudre les problèmes que vous pourriez rencontrer dans son utilisation (ces gens, ce ne sont pas forcément les membres d'alolise, ça peut être n'importe quelle personne qui désire aider les autres, y compris vous). Plus précisément, nous souhaitons favoriser au maximum l'autonomie des utilisateurs/trices : nous tâcherons donc de vous parler en français courant et de vous guider pas à pas.
- ▶ Des ateliers : rien n'est prévu pour l'instant. Initiation à la création de pages web (html) ? Découverte de Gimp (retouche d'image) ou OpenOffice (bureautique) ? Réseau ? A vous de nous faire part de vos envies, en vous rendant sur notre wiki ou en nous envoyant un message.
- ▶ Bien entendu...tout ça dans la limites des compétences disponibles !

Pour plus d'informations

- ▶ site : alolise.org
- ▶ mail : contact AT alolise POINT org
- ▶ irc : #alolise sur irc.freenode.net
- ▶ liste d'information : s'inscrire à <http://lists.riseup.net/www/subrequest/infos-alolise>

[1] Dans ce cas là, il est préférable de nous contacter à l'avance.

Nouveau Forum : St-Etienne Underground

Publié le 3 mars 2006,

SAINT - ETIENNE UNDERGROUND



<http://sainte-underground.cultureforum.net/>

L'idée de ce forum est né d'un double constat : celui de la récente profusion de concerts sur Saint Etienne et sa région, mais également du manque de communication et de coordination entre les divers acteurs, groupes, artistes, associations de la scène stéphanoise. En gros, beaucoup de styles différents, avec des publics distincts, qui pourtant fréquentent les mêmes endroits sans avoir forcément connaissance de ce qu'il s'y passe le soir d'après.

Le but est donc d'essayer de décroiser ces scènes, de faire se rencontrer ces différents acteurs, virtuellement dans un premier temps, pour pouvoir échanger des informations, des idées peut être, des impressions sur ce qui se passe dans notre ville. Créer du contact, partager des

ressources, coordonner les programmations, aller à la rencontre de nouveaux publics, voila les objectifs de Saint Etienne Underground.

Le terme "underground" a été choisi, faute de mieux, pour tenter de circonscrire ce dont il sera question sur le forum. Son but étant de promouvoir les "petites" associations et les "petits" groupes (indépendants, associatifs, autoproduits etc...), tout ce qui concerne des artistes professionnels, ou des associations à but lucratif, n'y aura pas sa place. Sans poser de limites de styles musicaux, ce forum concerne toutes les personnes qui font de la musique de manière plus ou moins indépendante, auto produite, avec leurs modestes moyens et leur énergie. Bref, ce forum est destiné à tous ceux et toutes celles qui se reconnaîtront dans l'appellation "underground."

A terme, on trouvera sur le forum : un agenda des concerts, un annuaire des associations, des groupes, des lieux, et d'autres choses que vous pourrez y amener.

Allez y, saisissez vous de l'outil !

<http://sainte-underground.cultureforum.net>

National > Mobilisations

A propos des prisons, à Nantes, à St-Etienne et partout ailleurs... suite

Publié le 8 mars 2006,



Plusieurs articles [1] publiés il y a deux semaines sur le Numéro Zéro donnaient des informations sur l'occupation d'un chantier d'Etablissement Pénitentiaire pour Mineurs dans la banlieue de Nantes... Dernières infos : les personnes occupant les arbres du chantier en ont été expulsées vendredi 24 février. "Un pique-nique anti carcéral" a eu lieu le lendemain, il devait se tenir sur le chantier mais a été repoussé par la police... Il s'est donc tenu en face du centre de détention de Nantes. Dans un précédant article, nous avons déjà donné des informations et quelques opinions sur le système sécuritaire et carcéral dans la région de St-Etienne... Nous en rajoutons ici un peu :

LE SPIP C'est le "Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation". Il s'occupe de mettre en place en milieu ouvert les exigences des Juges d'Application des Peines (JAP) : contrôle social, contrôles judiciaires, contrôles de prise de sang... Certains détenus, même longtemps après leur sortie, se voient ainsi contrôlés dans leur quotidien.

En milieu fermé, les Conseillers d'Insertion et de Probation (CIP) sont sensés aider les prisonniers et préparer leur sortie. Bien évidemment, pour les voir, les détenus doivent en faire la demande écrite (exit les étrangers, les analphabètes...)... et se montrer très patient.

LA MAISON D'ARRÊT DE LA TALAUDIÈRE Bien excentrée pour se faire oublier, cette maison d'arrêt est destinée aux prévenus (=les accusés dans l'attente de leur procès, et vive la présomption d'innocence !), ainsi qu'aux "courtes peines". Elle peut normalement accueillir 280 personnes dans ses geôles, et en compte actuellement 485, après avoir connu des pics de peuplement encore plus importants. Mais de toutes façons, l'idée, c'est bien qu'on n'ait pas envie d'y aller, non ? N'hésitez pas à ajouter des infos si vous en avez, des témoignages de détenus, etc.

VERNEY-CARRON Célèbre entreprise stéphanoise pour sa fabrication d'armes et autres ustensiles liés à la chasse et à la pêche, Verney Carron a encore une fois remporté le jackpot en s'associant à la police. Elle est en effet l'inventeur et le fabricant du "Flashball" (fusil à balles en caoutchouc utilisé pour disperser des manifs par exemple, très menaçant, douloureux et blessant), utilisé par les Brigades Anti Criminalité (BAC), le RAID et le GIGN.

Pour le bracelet électronique, Verney Carron est par contre arrivé trop tard : Elmotech, filiale de D MATEK LTD (entreprise israélienne cotée en bourse), spécialisée dans la surveillance électronique et ses applications à l'humain, a en effet quasi le monopole mondial. En tous cas, on peut dire que le marché industriel et technologique de la sécurité, ça rapporte.

UN CENTRE DE DÉTENTION POUR MINEURS À MEYZIEU (IYON) ? Un établissement pénitentiaire pour mineurs d'une soixantaine de places est actuellement en construction à Meyzieu (banlieue lyonnaise, rue du Rambion, entre la rocade est et le Matholan) malgré l'opposition de la population locale : des habitants estiment que c'est dans les services éducatifs et culturels de la commune qu'il faut mettre des moyens, plutôt que dans une prison, tandis que les autorités font croire à un beau projet éducatif alors que c'est avant tout d'une prison qu'il s'agit.

D'une part, une campagne d'information et de protestation "anti EPM" a été lancée par le CIRDEL (<http://cirdel.lyon.free.fr>).

Par ailleurs, mi-janvier, les Algeco (baraques en pré-fabriqués) du chantier ont été incendiées, bloquant le chantier pendant plusieurs semaines. A nous d'inventer encore d'autres formes de lutte pour nous opposer au développement d'un monde où chacun et chacune aurait sa prison sur mesure : où les mineurs "déviant" se retrouveraient en EPM, les sans-papiers en centre de rétention, et où n'importe qui finirait enfermé dans sa propre vie, sous l'oeil des policiers et des caméras...

Examen du DADVSI les 7, 8 et 9 mars - Mobilisons nous !

Publié le 7 mars 2006,



L'examen du projet de loi DADVSI a redémarré aujourd'hui. Il est encore temps de défendre le libre usage privé, la copie privée, la libre concurrence, la vie privée, la sécurité informatique et le logiciel libre. Demandons à nos députés de porter les amendements [EUCD.INFO](#) au projet de loi DADVSI.

N'hésitons pas à téléphoner ou à envoyer un mail décliné d'après le courrier-type ci-après.

Libellé proposé du sujet : 155000 personnes demandent votre soutien

Madame, Monsieur la député,

Le 7, 8, 9 mars prochain, l'Assemblée Nationale va reprendre l'examen du projet de loi 1206 dit DADVSI [1]. Ce projet de loi porte sur le droit d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information. Un vote solennel sur la loi aura lieu le 14 mars.

Je vous communique les amendements de l'initiative EUCD.INFO en pièce jointe [2]. L'initiative EUCD.INFO demande une réécriture partielle des nouveaux articles 13 et 14 modifiés par le gouvernement - pour que les impératifs liés à la recherche, à la protection de la vie privée, et à la sécurité informatique soient pris en compte.

L'initiative EUCD.INFO demande également une réécriture partielle de l'article 7 dont la rédaction actuelle est inacceptable. Elle ne protège nullement la libre concurrence et le logiciel libre contrairement à ce que le ministre de la Culture prétend.

Je vous demande par ailleurs de vous opposer à la création du "collège de médiateurs" et vous opposer au contrôle technique de la copie privée. La liasse EUCD.INFO contient un amendement à l'article 9 et un amendement à l'article 8 qui réalisent ces objectifs.

Par ailleurs, si de nombreux amendements doivent être rejetés sur les 268 actuellement disponibles sur le site de l'Assemblée, j'attire tout particulièrement votre attention sur les amendements 150, 151, 247 et 267.

Comme l'a écrit le responsable Stratégie Sécurité de Sun Microsystems - l'un des plus importants éditeurs de logiciels au monde, ces amendements représentent une menace majeure pour l'innovation et le logiciel libre [3]. L'amendement 228 est également à rejeter car créant une police privée de l'internet.

À l'inverse, je vous demande de voter les amendements 190 et l'amendement 233, ou tout autre amendement visant à empêcher que les mesures techniques ne puissent revenir sur les droits légitimes du public, comme la libre lecture.

Je vous demande enfin de dénoncer dans l'hémicycle les scandaleuses conditions d'examen de ce texte. Après le débat historique et les événements des 20, 21 et 22 décembre, [4] ce texte aurait dû être retiré définitivement de l'ordre du jour parlementaire. Au lieu de la vaste campagne de désinformation et de manipulation de l'opinion publique et des parlementaires organisée par le gouvernement et l'industrie du disque et du film, [5] une mission d'information parlementaire aurait dû voir le jour.

À l'ère du numérique, le droit d'auteur français mériterait mieux qu'une loi rafistolée sous la pression de groupes d'intérêts particuliers qui croient possible d'acheter la loi avec l'argent du public en faisant chanter des députés. [6]

En espérant que vous saurez vous saisir de ce dossier, veuillez agréer, Madame, Monsieur le député l'expression de mes salutations citoyennes.

PRENOM/NOM

A propos d'EUCD.INFO : L'initiative EUCD.INFO est un collectif citoyen qui informe le public et les pouvoirs publics depuis plus de trois ans sur le projet de loi DADVSI. La pétition "NON au projet de loi DADVSI" lancée par cette initiative le 2 décembre compte à ce jour plus de 155000 signatures individuelles, et plus 900 signatures d'organisation dont plus de deux cent entreprises. [7]

[1] LE DADVSI POUR LES NULS : <http://www.odebi.org/dadvsi/LeDADVSIpourlesnuls.html>

[2] Documents à porter aux députés ou à joindre au présent courrier : <http://eucd.info/documents/liasse-eucdinfo.zip>

[3] Positions du responsable Stratégie Sécurité de l'éditeur Sun Microsystems

http://blogs.sun.com/roller/page/gravax?entry=dadvsi_v2_0_toujours_autant

[4] Communiqué EUCD.INFO sur un document mensonger envoyé par le ministère de la Culture aux parlementaires UDF et UMP <http://eucd.info/254.shtml>.

[5] Article de Libération du 22 décembre : "Téléchargement d'erreurs pour le ministre"

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=347058>

[6] Lettre de deux membres fondateurs au Président Jean-Louis Debré suite au chantage exercé sur certains députés et dénoncé par le député du Tarn Bernard Carayon (UMP) sur la chaîne France 2

<http://eucd.info/index.php?2006/02/16/258-elus-menaces-eucdinfo-demandent-une-mission-d-enquete-parlementaire>

[7] Texte de la pétition de l'initiative EUCD.INFO <http://eucd.info/petitions/index.ph>

La Ligue Odebi publie et dénonce le point d'étape du ministère de la culture en date du 31-01-2006 relatif au projet de loi DADvSI, et demande la démission du ministre Donnedieu

Communiqué de la Ligue Odebi 03-02-2006
Publié le 6 février 2006,

Considérant la transparence comme une condition nécessaire au débat démocratique, la Ligue ODEBI (<http://www.odebi.org>) a décidé de publier le point d'étape du ministère de la culture (le document du ministère est disponible à pièce attachée de cet article). La Ligue dénonce ce document, qui démontre -si besoin était- l'allégeance du ministère de Donnedieu aux lobbies des industries culturelles.

La Ligue dénonce en particulier les points suivants :

- ▶ Il est inacceptable que le droit à la copie privée de DVD soit supprimée : d'une part les français paient une redevance pour copie privée, et d'autre part les dispositifs anti-copie des DVD ont été condamnés par la justice française. Il est intolérable que le ministère de la culture essaie de légaliser les agissements illégaux des éditeurs de DVD.
- ▶ En matière de sensibilisation du public, il n'est pas acceptable que le ministère de la culture persiste à prétendre que le p2p représente un danger : la réalité objective est qu'aucune étude sérieuse n'a jamais réussi à démontrer que le p2p pouvait être responsable d'une éventuelle baisse de ventes de CD.
- ▶ Concernant les dispositifs de contrôle d'usage (DCU), la Ligue rappelle le droit non négociable des internautes à la copie privée, à l'interopérabilité, au respect de la vie privée, et à la sécurité informatique : Partant de là, soit les DCU portant atteinte à l'un de ces droits doivent être déclarés illégaux, soit la conception, la diffusion, l'incitation à l'usage, la détention, et l'utilisation d'outils permettant aux français de neutraliser tout élément d'un DCU portant atteinte à l'un de ces droits doivent être explicitement déclarés légaux. Nul ne peut accepter que la loi autorise a priori les multinationales culturelles à utiliser des DCU portant atteinte aux droits des internautes, ou que ces derniers ne puissent utiliser des outils leur permettant de se défendre contre de tels abus.
- ▶ La Ligue dénonce l'amalgame que le ministère persiste à faire entre téléchargement (download) et mise à disposition (upload), et rappelle que le download seul a été jugé comme relevant de la copie privée, même si le ministère essaie de cacher ce type de décisions de justice aux jeunes français. Par conséquent le fait de prévoir de désormais sanctionner un tel acte de copie privée par une contravention ne peut que mener à la disparition de la redevance pour copie privée, ce qui nuirait en particulier aux artistes et aux collectivités locales (25% de la redevance sert au financement des événements culturels en région).
- ▶ Il n'est pas acceptable que le projet de loi ne fasse que favoriser l'interopérabilité : la loi doit rendre celle-ci obligatoire, et prévoir les sanctions idoines à l'encontre des contrevenants.
- ▶ Concernant le prix relatif des CD et des albums en ligne, dire que les albums coûtent moins cher en ligne relève de la désinformation : la qualité de ces différents produits n'est tout simplement pas comparable.
- ▶ Refuser une licence globale au prétexte que cela obligerait une surveillance du réseau relève de la plus pure hypocrisie : cette surveillance effectuée par des milices privées existe déjà, et la riposte graduée consistera à la légaliser.
- ▶ Affirmer que le projet de loi garantit la copie privée est une contre-vérité, ne serait-ce que parce que le ministère propose de l'interdire pour les DVD.
- ▶ Prétendre que les DCU sont légitimes car ils permettent d'éviter le clonage des oeuvres relève du domaine du rêve : de toutes façons, il suffit d'un clone introduit sur le Net pour réduire à néant l'efficacité de DCU qui dès lors n'auront plus comme effet que de gêner les utilisateurs ayant acheté des oeuvres "protégées" par DCU. Qui plus est, le meilleur moyen de ne pas avoir à subir un DCU est de télécharger des oeuvres "propres" sur le Net.
- ▶ En matière de logiciel libre, il est à première vue heureux que le ministère affirme que la diffusion du code source des DCU ne soit pas limitée : le seul problème est que cette affirmation démontre soit l'hypocrisie, soit l'incompétence des rédacteurs dans la mesure où la neutralisation d'un DCU est triviale dès lors que le source est accessible.
- ▶ L'affirmation "trop d'interopérabilité nuit à la sécurité des mesures techniques" est totalement inacceptable. L'interopérabilité est un droit fondamental, celui de lire et de copier pour son usage privé sur tout support, tout format, et par tout moyen. Le législateur ne peut pas légaliser l'arnaque : un CD ou un fichier est la pleine propriété de celui qui l'a acheté.

Enfin, en particulier au vu des points précédemment dénoncés, la page du document du ministère intitulée "halte à la désinformation" constitue très exactement une désinformation.

La Ligue demande l'arrêt immédiat des campagnes de diabolisation et de désinformation menées conjointement par le ministère et par les industries culturelles. Les prétendus "pirates" en ont marre de voir leurs droits bafoués, et rappellent :

- ▶ que les dispositifs anti-copie sur CD et DVD ont été jugés illégaux,
- ▶ que le download a été jugé comme relevant de la copie privée,
- ▶ qu'à chaque fois qu'un français achète un support vierge pour sauvegarder ses données personnelles, il doit payer les industries culturelles,
- ▶ que ces industries se servent sans vergogne dans les caisses des hôpitaux français qui sont obligés de payer une taxe à ces industries à chaque achat de support numérique vierge pourtant utilisé à des fins purement médicales,
- ▶ et enfin, qu'on ne peut pas racketter les français en leur demandant de payer une taxe copie privée et dans le même temps autoriser les dispositifs anti-copie.

Pour finir les internautes en ont assez de recevoir des "leçons" d'un ministère qui est de connivence avec les industries culturelles, d'un rapporteur condamné pour avoir tenu des propos homophobes, et d'un ministre condamné pour blanchiment. La Ligue demande le retrait de l'urgence, la prise en compte des intérêts des électeurs, et la démission du ministre Donnedieu

<http://www.odebi.org> Et n'oubliez pas la pétition contre la loi DADVSI : <http://eucd.info/>

Pas de zéro de conduite pour les enfants de trois ans Appel en réponse à l'expertise INSERM sur le trouble des conduites chez l'enfant.

Publié le 20 février 2006



Le gouvernement prépare actuellement un plan de prévention de la délinquance qui prône notamment une détection très précoce des "troubles comportementaux" chez l'enfant, censés annoncer un parcours vers la délinquance. Dans ce contexte la récente expertise de l'INSERM, qui préconise le dépistage du "trouble des conduites" chez l'enfant dès le plus jeune âge, prend un relief tout particulier.

Les professionnels sont invités à repérer des facteurs de risque prénataux et périnataux, génétiques, environnementaux et liés au tempérament et à la personnalité. Pour exemple sont évoqués à propos de jeunes enfants "des traits de caractère tels que la froideur affective, la tendance à la manipulation, le cynisme" et la notion "d'héritabilité (génétique) du trouble des conduites". Le rapport insiste sur le dépistage à 36 mois des signes suivants : "indocilité, hétéroagressivité, faible contrôle émotionnel, impulsivité, indice de moralité bas", etc...

Faudra-t-il aller dénicher à la crèche les voleurs de cubes ou les babilleurs mythomanes ?

Devant ces symptômes, les enfants dépistés seraient soumis à une batterie de tests élaborés sur la base des théories de neuropsychologie comportementaliste qui permettent de repérer toute déviance à une norme établie selon les critères de la littérature scientifique anglo-saxonne. Avec une telle approche déterministe et suivant un implacable principe de linéarité, le moindre geste, les premières bêtises d'enfant risquent d'être interprétés comme l'expression d'une personnalité pathologique qu'il conviendrait de neutraliser au plus vite par une série de mesures associant rééducation et psychothérapie. A partir de six ans, l'administration de médicaments, psychostimulants et thymorégulateurs devrait permettre de venir à bout des plus récalcitrants. L'application de ces recommandations n'engendrera-t-elle pas un formatage des comportements des enfants, n'induirait-elle pas une forme de toxicomanie infantile, sans parler de l'encombrement des structures de soin chargées de traiter toutes les sociopathies ? L'expertise de l'INSERM, en médicalisant à l'extrême des phénomènes d'ordre éducatif, psychologique et social, entretient la confusion entre malaise social et souffrance psychique, voire maladie héréditaire.

En stigmatisant comme pathologique toute manifestation vive d'opposition inhérente au développement psychique de l'enfant, en isolant les symptômes de leur signification dans le parcours de chacun, en les considérant comme facteurs prédictifs de délinquance, l'abord du développement singulier de l'être humain est nié et la pensée soignante robotisée.

Au contraire, plutôt que de tenter le dressage ou le rabotage des comportements, il convient de reconnaître la souffrance psychique de certains enfants à travers leur subjectivité naissante et de leur permettre de bénéficier d'une palette thérapeutique la plus variée. Pour autant, tous les enfants n'en relèvent pas et les réponses aux problèmes de comportement se situent bien souvent dans le domaine éducatif, pédagogique ou social.

Cette expertise INSERM intervient précisément au moment où plusieurs rapports sont rendus publics au sujet de la prévention de la délinquance. On y lit notamment des propositions visant à dépister dès les trois premières années de leur vie les enfants dont l'"instabilité émotionnelle (impulsivité, intolérance aux frustrations, non maîtrise de notre langue) va engendrer cette violence et venir alimenter les faits de délinquance". On assiste dès lors, sous couvert de "caution scientifique", à la tentative d'instrumentalisation des pratiques de soins dans le champ pédopsychiatrique à des fins de sécurité et d'ordre public. Le risque de dérive est patent : la détection systématique d'enfants "agités" dans les crèches, les écoles maternelles, au prétexte d'endiguer leur délinquance future, pourrait transformer ces établissements de lieux d'accueil ou d'éducation en lieux de traque aux yeux des parents, mettant en péril leur vocation sociale et le concept-même de prévention.

Professionnels, parents, citoyens, dans le champ de la santé, de l'enfance, de l'éducation, etc. :

- ▶ Nous nous élevons contre les risques de dérives des pratiques de soins, notamment psychiques, vers des fins normatives et de contrôle social.
- ▶ Nous refusons la médicalisation ou la psychiatrisation de toute manifestation de mal-être social.
- ▶ Nous nous engageons à préserver dans nos pratiques professionnelles et sociales la pluralité des approches dans les domaines médical, psychologique, social, éducatif... vis-à-vis des difficultés des enfants en prenant en compte la singularité de chacun au sein de son environnement.
- ▶ Nous en appelons à un débat démocratique sur la prévention, la protection et les soins prodigués aux enfants, dans un esprit de clarté quant aux fonctions des divers acteurs du champ social (santé, éducation, justice...) et quant aux interrelations entre ces acteurs.

Pour signer la pétition :

<http://www.pasde0deconduite.ras.eu.org/>

Ouverture d'un squatt...Le maquis, foyer d'activités autogéré ON A PRIS LE MAQUIS !

Publié le 21 février 2006,



Un squat ouvert au 6 rue de Colmar, à Lille : "Le Maquis", Foyer d'activités autogéré... AUX HABITANTS DU QUARTIER DES POSTES, AUX GENS INTERESSES, A TOUTE LA GALAXIE : depuis le 20 janvier 2006, nous avons investi une maison, inoccupée depuis belle lurette, avec la ferme intention d'y rester.

2006 s'est ouvert sur l'Etat d'Urgence, véritable Etat policier que les Princes au pouvoir ont sorti de leur casque à pointe, pour toute réponse à un soulèvement populaire dit "Emeutes des banlieues". La mairie "socialiste" et la plupart des relais associatifs et syndicaux ne remettent plus en cause la pauvreté, la précarité et l'individualisme croissants. Leur trahison coûte déjà au quartier la fermeture d'usines, des loyers en hausse constante, et la création prochaine de l'Hôtel de police (prévu pour 1500 personnels). En attendant mieux...

A travers le squat, nous comptons bien résister à l'exploitation capitaliste, à la répression, et nous ré-appropriation nos vies. L'ouverture de ce lieu alternatif et autogéré sur le quartier a pour objectif d'organiser des activités multiples qui permettraient de résister tous ensemble, par nos moyens, à la grisaille ambiante. Nous aimerions mettre en place différents ateliers :

- ▶ Réparation meubles / vélos,
- ▶ Entr'aide scolaire / alphabétisation,
- ▶ Projections / concerts / conférences-débats / expo,
- ▶ Jonglerie / local de répétition à disposition (musique, théâtre, etc.)
- ▶ Kiosque (journaux, brochures, etc.)
- ▶ Récup' de vêtements, livres, etc., pour mettre à disposition de tous,

Et surtout, nous attendons impatiemment vos idées, votre curiosité et votre soutien.

On en a marre d'attendre le progrès toujours promis pour demain. CONTRE LA VIE CHERE, SQUATTONS ! LONGUE VIE AU 'MAQUIS' !

A la revoyure. Des maquisard(e)s

International > Mobilisations

Déclaration Libertaire - Caracas - 29 janvier 2006

Publié le 7 mars 2006,

Nous, anarchistes réunis à Caracas à l'occasion du Forum Social Alternatif du 23 au 29 janvier 2006 - en provenance d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Canada, de Colombie, de Cuba, d'Équateur, des Etats-Unis, de France, du Mexique, du Chili, d'Italie, de Russie, d'Uruguay, d'Allemagne et du Vénézuéla - considérons important de rendre public une position spécifiquement anarchiste qui rende compte de notre expérience et de nos échanges. Dans cet esprit, nous déclarons que :

- ▶ 1. En accord avec nos bases idéologiques constitutives nous ne pouvons que confirmer notre plus profond rejet de toute forme de domination et d'oppression. Par conséquent, nous condamnons une fois de plus, et pour éviter tout type de doutes ou de malentendus, le régime capitaliste et l'organisation étatique de la société, ainsi que le militarisme, l'impérialisme, le patriarcat, le racisme, les différentes formes d'emprisonnement, la dégradation de l'environnement, la domination de cultures prétendues supérieures et tout ce qui suppose qu'un être humain puisse être au-dessus d'unE autre.
- ▶ 2. Au contraire, amantEs de la liberté jusqu'à la luxure, nous ne nous lasserons pas de partager notre inspiration pour des valeurs libertaires, égalitaires et solidaires qui permettent la construction d'une société véritablement socialiste ; une société organisée sur des bases autogestionnaires, fédéralistes, de démocratie directe et bien au-delà des frontières étatiques artificielles.
- ▶ 3. Egalement, au-delà du rosaire habituel de bonnes intentions et de déclarations socialistes, nous considérons important de préciser à nouveau qu'une société véritablement libertaire peut seulement résulter de la décision conciente de sa base. Aucun exemple historique montre que l'espoir d'une telle société puisse venir d'un historicisme obscur, d'un processus élaboré dans des sphères lointaines ou par des messies-caudillos. Avant tout, ce ne sont que des illusions bloquant toute émancipation réelle qu'il faut continuer de dévoiler et de critiquer.
- ▶ 4. Cette affirmation paraît particulièrement d'actualité et nécessaire, dans la mesure où semble s'ouvrir en Amérique Latine un nouveau cycle historique qui conduit les peuples à investir leurs angoisses et leurs espoirs dans la sociale-démocratie ou le populisme. Ils sont appelés pour administrer la crise du système de domination capitaliste mais en perpétuent seulement une expression maquillée et édulcorée. Par conséquent, nous réaffirmons, présentement conforté-e-s par une riche expérience historique, qu'il n'y a pas de chemins étatiques ou avant-guardistes vers une société socialiste libertaire. Le projet libertaire sera crédible s'il appuie sur les luttes des mouvements sociaux de base et sur une autonomie intransigeante.



► 5. Nous considérons aussi que la liberté n'est pas seulement un objectif mais un chemin et une pratique. Par conséquent, nous ne pouvons faire moins que défendre les libertés conquises et à conquérir dans notre longue marche, en condamnant de manière conséquente tous les gouvernements y compris ceux qui se revendiquent comme révolutionnaires du continent latino-américain et de toute autre partie du monde. Que cela soit clair, nous condamnons tout gouvernement qui trouvent leur inspiration dans une liberté tronquée ou repoussée à un terme lointain. Et peu nous importent leurs hautes considérations sorties d'une imagination délirante.

► 6. Finalement, appartenants à différents courants de la pensée et de la pratique anarchiste et en ayant démontré dans les faits qu'il est possible d'établir un climat de fraternité et de respect entre nous au-delà de nos différences, nous affirmons qu'il est possible et nécessaire pour notre mouvement de construire tous les réseaux solidaires possible. Ceci est et sera notre engagement et notre tâche immédiate.

Signataires :

Organisations :

Biopolíticos (Colombia)

Industrial Workers of the World (IWW)

Colectivo Autonomo Magonista, CAMA (Mexico)

Federacion Libertaria Argentina (FLA)

Comision de Relaciones Anarquistas (CRA) (Venezuela)

Centro de Estudios Sociales Libertarios, CESL (Venezuela)

Ateneo de Contracultura y Estudios Acratas "La Libertaria", Biscucuy (Vzla)

The Alarm - Newspaper (USA)

Espacio - Review (Ecuador)

Kolectivo de Objecion por Konciencia ART (Colombia)

Movimiento Libertario Cubano (MLC)

Grupo de Estudos Libertarios Babilonia (Brazil)

Cruz Negra Anarquista (Venezuela)

Individus :

Luis Prat, delegate IWW (USA)

Andreas Speck (Alemania)

Javier Garate (Chile)

Marina Legaz Bursuk, delegate F.L.A & I.F.A. (Argentina)

Sylvia C. Jimenez (Bolivia)

Erica Lagalisse (Canada)

Daniel Barret (Uruguay)

Santiago Cadena, Espacio Review (Ecuador)

Kristina Dunaeva (Russia/Brazil)

Eduardo Rodriguez, FAL-Valencia (Venezuela)

Luis Jimenez, CRA/CA3 (Venezuela)

Jim Ochoa, CRA/Union-Rache y CA3 (Venezuela)

Lizardo Said Lugo, CRA/CESL (Venezuela)

Salvador Mendez, CRA/CESL (Venezuela)

Ender Ynfante (Venezuela)

Humberto Decarli (Venezuela)

Karina Araujo (Brazil)

Iva Gouvea Bocchini (Brazil)

Gustavo Rodriguez (Movimiento Libertario Cubano)

Sebastian @, Kolectivo de Objecion por Konciencia Art (Colombia)

Rob Block (USA)

Sarah Coffey (USA)

Cristian Guerrero - Arizona Earth First ! (USA)

IndividuEs du Canada, de la Colombie, d'Espagne, du Royaume-Uni, d'Italie, de France et du Venezuela.

International > Mobilisations

FSA - Caracas 2006 : une expression de la gauche anti-autoritaire

Publié le 15 février 2006.

Du 23 au 29 janvier 2006, dix organisations sociales et politiques vénézuéliennes se sont fait entendre dans le cadre du Forum Social Alternatif (FSA). Petit ou grand, ce qui fut réalisé pendant cette semaine l'a été de manière totalement indépendante et autogérée, utilisant en cela l'expérience accumulée par ces organisations durant des années d'effort dans un contexte vénézuélien tout à fait particulier.

Le FSA était une réponse à l'institutionnalisation progressive du Forum Social Mondial (FSM). Au cours de sa demi-décennie d'existence, le FSM a en effet renié son principe fondateur de convergence des luttes les plus diverses et contradictoires au sein d'un "mouvement des mouvements". Dans les faits, le FSM a servi comme rampe de lancement et comme légitimation de leaders, de gouvernements, d'institutions, d'ONG et de partis de "gauche" en mal de pouvoir et de ressources. Finalement, le FSM a favorisé les logiques du lobby au détriment de pratiques plus critiques, radicales ou provenant de mouvements dits "minoritaires". Mais aussi, et surtout, le FSA était une réponse au panorama politique vénézuélien. Il se voulait l'amorce d'un espace autonome partagé par des mouvements sociaux variés et dont les revendications sont loin du manichéisme qui a dominé ces dernières années au Venezuela.

Le FSA s'est tenu en trois lieux de Caracas, l'Université Centrale du Venezuela (UCV), le Collège des Ingénieurs et l'Organisation Nelson Garrido (ONG). Il concernait trois types d'activités : des conférences/débats, des ateliers théoriques et pratiques et un festival de vidéo-activisme. Les conférences virent des interventions diverses et internationales : l'irlandais John Holloway : "Changer le



monde sans prendre le pouvoir" et un débat de plus de 4 heures devant un public attentif ; Daniel Barret (Uruguay) : "Quels changements entrevoir en Amérique Latine" ; Ezequiel Adamovsky (Argentina) : "Mouvements sociaux et anticapitalisme au 21ème Siècle" ; Frank Fernández (Cuba) : "L'Anarchisme à Cuba" ; Cristian Guerrero (USA) : "Ecologisme radical aux Etats-Unis" ; Javier Garate (Chile) et Andreas Speck (UK) : "Course à l'armement et transnationales" ; Crítica Radical (Brasil) : "Les politiques de gauche en Amérique Latine" ; Ricardo García (México) : "Autonomie et Magonisme au Mexique" ; Rob Block (USA) : "Mouvements anticarcéraux aux USA" ; Kristina Dunaeva (Russie) "La guerre de Tchétchénie et le mouvement antimilitariste russe". On assista aussi bien sûr à des interventions de militants vénézuéliens. La semaine s'ouvrit sur la conférence de Domingo Alberto Rangel "Fondamentalisme islamique et globalisation". Les autres interventions furent : Humberto Decarli "Militarisme et changement social au Venezuela" ; Francisco Prada "Invasion étrangère et protectionnisme" ; Ricardo Benaim

"Xénophobie et antisémitisme" ; Lenin Ovalles "Cultures urbaines" et Alfredo Vallota "Bases du socialisme du 21ème Siècle". Maria Pilar García et le collectif Amigransa assurèrent la coordination d'une journée de conférences sur les luttes écologiques et les communautés indigènes au Venezuela et dans le monde ; la Croix Noire Anarchiste (CNA) du Venezuela organisa un forum sur la situation dans les prisons. On ne put que regretter l'absence de Douglas Bravo, dont l'intervention "Propositions pour aujourd'hui et demain" dût être annulée pour cause de drame familial.

Activisme et pratiques

Les ateliers du FSA offrirent la possibilité d'échanges de pratiques et d'outils entre activistes de tous les horizons. "Introduction au vidéo activisme" était animé par Sonya Angelica Diehn, co-fondatrice d'Indymedia Arizona et productrice de Pan Left Productions (USA). Elle y donna les notions basiques pour réaliser un projet audiovisuel indépendant. "Droits humains en temps de crise" était proposé par Carlos Nieto, du collectif vénézuélien "Une fenêtre sur la liberté" en coordination avec la CNA-Venezuela. Cet atelier à caractère juridique proposait des outils pour se défendre dans le cas d'atteinte aux droits humains. L'atelier "les bases du son" était à la charge de Fabien, du groupe français Unlogistic. Il donna les grands principes du chemin du son de son enregistrement à sa restitution. Deux ateliers furent présentés par l'Internationale de Résistance à la Guerre (IRG), une des associations antimilitaristes internationales les plus anciennes. Leur premier atelier s'intitulait "Action directe non violente". Sur deux jours, il fût l'occasion d'apprendre à construire une action de désobéissance civile. Le second atelier "Objection de conscience et antimilitarisme" avait pour objet de mieux faire connaître les enjeux et les formes de ces luttes.

Et durant toute la semaine eut lieu le premier festival de documentaires indépendants et de vidéo activisme. A part une session à l'UCV, les projections eurent lieu tous les soirs à l'ONG dans deux salles différentes. Ce fût l'occasion de découvrir une oeuvre documentaire et militante en provenance de 8 pays différents. Le documentaire le plus applaudi et commenté fut certainement "Notre pétrole et autres contes" (Nuestro petróleo y otros cuentos), un film censuré par le gouvernement vénézuélien à propos de sa politique pétrolière. Il fût ainsi projeté à trois occasions devant salle comble.

Tisser un réseau, construire l'autonomie

Pendant cette semaine, l'ONG a réellement été l'épicentre du FSA, évènement dissident et contre-culturel. Initialement, il était prévu de servir un petit-déjeuner et un déjeuner pour 60 personnes. Mais dans la pratique, et avec un peu plus d'eau dans la soupe, ce furent plus de 100 couverts qui furent servis chaque jour. L'affluence était en partie constituée par des damnés du FSM qui fuyaient pour quelques heures la militarisation du forum officiel. Quitte à rentrer dans les détails culinaires, le menu était mixte végétarien-carnivore et les aliments venaient dans une grande mesure de coopératives paysannes ou de petites entreprises familiales. A l'ONG eut lieu finalement pendant cette semaine une réunion de l'Action Mondiale des Peuples et la rencontre internationale anarchiste (18 pays et plus de 60 personnes présentes). De cette dernière est issue la "Déclaration Libertaire de Caracas".

L'ONG proposait aussi un espace de distribution de matériel indépendant. Ce fût notamment l'occasion pour l'organisation de récupérer quelques 2000 dollars par la vente de bouquins, de revues, de t-shirts, de vidéos, de musique. Cela a fait partie des moyens mis en place pour autofinancer le FSA. L'autonomie du FSA n'aurait en effet pu se faire sans une infinité d'apports matériels et financiers. On peut citer la donation de publications destinées à la vente par la Fondation Era Ecológica (Mérida-Venezuela), la Fédération Libertaire Argentine, le collectif Autonome Magoniste (México) ou le cadeau de dizaines de t-shirts et d'un vidéoprojecteur par Brennan Wauters (Canada). Earth First ! (USA) céda aussi une bonne partie du bénéfice de ses ventes de matériel. Sans parler des autres collectifs ou individus comme la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI), le groupe Los Dólares ou la Foire du Livre Anarchiste de Montréal qui réalisèrent diverses activités pour collecter de l'argent. Tout ceci, ajouté aux fonds récoltés lors d'activités organisées à Caracas pendant les 4 mois précédents le FSA, a permis de couvrir les frais qui se sont élevés à près de 3000 dollars. Un tiers a été utilisé pour l'impression d'ALTERFORO, un journal gratuit publié dans le cadre du FSA. Tiré à 10000 exemplaires, il a été très largement diffusé, au-delà même de toutes espérances.

Le FSA a aussi appuyé et participé à la manifestation convoquée le vendredi 27 par divers organisations indigènes et écologistes de l'Etat de Zulia (ouest du Venezuela) pour protester contre l'exploitation des mines de charbon. La manifestation a surtout été l'expression autonome des groupes indigènes contre l'Etat Vénézuélien et sa politique de développement minier, et ce malgré quelques tentatives d'intimidation de la part de groupes chavistes. Ce ne fût d'ailleurs pas la seule intimidation du gouvernement contre le FSA puisque toute la semaine, la DISIP (la police politique) roda autour de l'ONG.

L'objectif de construire un espace dissident du gouvernement vénézuélien, de la gauche étatique locale, des partis politiques traditionnels ou du Capital fut largement atteint. Il permit la diffusion d'une multiplicité de visions et de propositions, sans logistique ou espaces cédés par l'armée, sans promotion ou gestion par la bureaucratie officielle. Le second objectif de reconstruire un tissu social à la base, de monter des réseaux, de développer des mouvements autonomes et offensifs aurait nécessité bien sûr largement plus d'une semaine pour être atteint. L'autonomisation tous les mouvements sociaux (communautaires, de jeunesse, écologistes, féministes, indigènes, du travail, urbains, paysans, culturels, étudiants) est pourtant le défi à relever dans le futur car aujourd'hui la réalité politique est polluée par les calendriers électoraux et par les stratégies issues des différents cercles du pouvoir.

[Plus d'informations sur <http://www.fsa.contrapoder.org.ve> et <http://www.nodo50.org/ellibertario>]

Equipe média du FSA

DHKC-Bureau d'info de Bruxelles : Mardi gras sordide au tribunal de Bruges

Publié le 2 mars 2006.



Des peines dignes de l'Inquisition contre des militants du DHKC. Un carnaval de mauvais goût s'est déroulé hier au tribunal correctionnel de Bruges, présidé par un juge d'une unilatéralité, d'une partialité et d'une martialité effroyables.

Au milieu d'un bal grotesque où il s'est répandu en diatribes politiques à l'égard d'un mouvement populaire en conflit depuis 36 ans avec le régime des tortionnaires d'Ankara, le juge Troch semblait porter un masque sinistre, à l'effigie de Torquemada. Pour le juge inquisiteur, c'est comme si la Turquie n'était plus cet Etat terroriste dont l'histoire est émaillée de coups d'états, de persécutions contre les minorités nationales, ethniques et religieuses, d'enlèvements, de disparitions, et d'assassinats politiques, d'exécutions extrajudiciaires, de scandales maffieux impliquant les plus hautes sphères du régime, de tortures, de viols collectifs, d'incendies et de dépeuplements de villages perpétrés par la police et l'armée. C'est comme si la Turquie n'était plus le pays qui compte le plus de prisonniers politiques au monde (près de 4500) et le plus de crimes d'Etat impunis. En effet, jamais un seul général des juntes successives qui perpétrèrent des coups d'état n'a été poursuivi par la justice et il y a juste deux jours, les 62 tortionnaires qui assassinèrent 10 détenus politiques kurdes de la manière la plus barbare, à la prison de Diyarbakir le 24 septembre 1996, ont tous été acquittés. Pour le juge Troch, l'heure était au blanchiment de l'Etat turc et à la diabolisation de la résistance antifasciste et populaire incarnée par le DHKC. D'autre part, dans son raisonnement, l'extraterritorialité manifeste du conflit qui oppose l'Etat turc au DHKC avait complètement disparu.

Dès lors, il ne serait pas incongru de se demander si, à partir de la mise au ban du DHKC, la justice belge va continuer à jouer le rôle de grand arbitre de la planète concernant des mouvements de libération alors même que le champ d'action de sa remarquable loi de compétence universelle qui permettait de poursuivre sur le territoire belge des génocidaires, des criminels de guerre et contre l'humanité a été radicalement revue et corrigée en 2003 afin de ménager des assassins notoires tels Ariel Sharon ou le général Tommy Franks ?

A l'issue du carnaval judiciaire de Bruges, le tribunal a infligé un châtement collectif, dur et exemplaire à des activistes politiques qui n'ont pourtant jamais commis le moindre délit, ni la moindre action violente. Ce procès de repréailles a valu 6 ans de prison pour Musa Asoglu, 5 ans pour le secrétaire général du DHKP (Parti révolutionnaire de libération du peuple), Dursun Karatas et 4 ans de prison pour cinq prévenus dont Fehriye Erdal. L'un des condamnés, Bahar Kimyongür, a écopé de quatre ans de prison, pour avoir uniquement traduit et diffusé un communiqué du DHKC et pour l'avoir simplement commenté lors d'un entretien télévisé. D'après le président du tribunal, cette activité d'information élémentaire et démocratique est aussi grave et répréhensible qu'un attentat terroriste ! Désormais, en vertu de la nouvelle loi dite anti-terroriste, ce n'est plus à l'instar du droit pénal classique, la responsabilité individuelle mais la simple appartenance politique qui est retenue. Au vu de la lourdeur des peines, les Inquisiteurs belges toujours plus inféodés à leurs mentors de l'administration Bush, cherchent sans aucun doute à intimider toutes les forces dissidentes et critiques de ce pays.

Quoiqu'il en soit, ce procès ne suffira pas à faire cesser les activités de notre bureau d'information qui a toujours fonctionné dans le respect de la loi belge.

Nous restons convaincus que ce n'est pas en s'attaquant à un mouvement de libération qui lutte pour la démocratie et la justice sociale en Turquie que la Belgique aura combattu le terrorisme.

Plus que jamais, nous appelons l'opinion publique belge et internationale à la vigilance face à l'usage abusif de cette nouvelle loi liberticide et à se solidariser avec les prisonniers politiques du DHKC détenus depuis hier à la prison de Bruges.

DHKC
Bureau d'information de Bruxelles
Mercredi, 1er mars 2006
dhkc[AT]post.com

International > Mobilisations

DIY - Contre l'état !

Une convention anarchiste intergalactique d'artistes, de squatteurs, activistes, camionneurs autonomes et Reclaim the Streets.

Publié le 28 février 2006,

Freiburg est une petite ville, dans le Sud de la forêt noire, là où les cartes officielles tracent les frontières d'"Allemagne", de "Suisse" et de "France". Surtout en été cette Région se prête bien à diverses activités artistiques et subversives.

Depuis un moment les mêmes sales évolutions qui se révèlent un peu partout en Europe, frappent aussi la ville de Freiburg : La surveillance des espaces publics et la présence policière augmentent ; Les espaces libres et autogérés diminuent, sont menacés ou sont expulsés. Le KTS, le centre autonome de Freiburg, pourrait être d'ici peu le dernier projet culturel autogéré en "Allemagne" du Sud. La barricade de chariots "Schattenparker" (Ceux qui se garent à l'ombre) se fait évacuer continuellement depuis 12 ans. Le sommet de la répression fut la séquestration d'une trentaine de camions il y a maintenant plus de trois mois...

Ces dernières années, des douzaines de projets autogérés et indépendants, squats, barricades de chariots, centres autonomes et autres sont détruits de partout. Nous ne voulons pas continuer de regarder cette évolution sans agir. Nous devons développer des concepts pour une résistance effective et durable contre la destruction de nos espaces libres ! Pour cela nous invitons toutes les personnes et tous les projets, à venir à la rencontre "DIY-ATS" du 26 au 30 Juillet, d'y participer et d'y apporter du leur. Tous ceux qui viennent, apportent du leur et participent à l'organisation, afin que cela devienne cinq journées constructives et inoubliables pour tous. Ecrivez nous ce que vous avez envie de faire, et on tentera de donner de la structure au tout - ou bien venez et faites,

indépendamment du reste, quelque chose... Pour l'instant, nous prévoyons : beaucoup de Rock'n'Roll, différents Ateliers, Arts de la rue, actions directes, Conférences, Jam-sessions, Campement autonome, et -Reclaim The Streets - pour de bon !

En principe, l'idée est que Freiburg mette l'infrastructure (Salles de réunion, Campement, matériel de projection, toute la ville et la forêt...) à votre disposition, pour que vous puissiez jouer avec votre groupe, faire votre Atelier, votre pièce de théâtre, votre Conférence, votre art, préparer des actions directes et réaliser vos idées...

Si vous voulez présenter votre Projet/Squat/barricade de chariots, problématique, écrivez nous au :
D.I.Y.against[AT]gmx.de

S'ils dérangent notre Chaos, nous dérangerons leur Ordre !

Ceci est donc un appel à toutes les forces chaotiques de participer à cette convention. Dans le futur nous vous informerons par e-mail, de toutes les évolutions importantes concernant ce projet. Envoyez ce texte à d'autres forces chaotiques s.v.p. ! Maintenant quelques détails sur l'organisation. Important à lire pour tous les intéressés. Si tout se passe bien, et que beaucoup de monde vient de partout, il serait parfait de faire les ateliers et présentations de projets en Anglais, pour que tous et toutes comprennent. Nous essaierons d'organiser des interprètes dans la mesure du possible, si vous n'avez pas les capacités linguistiques.

Car tout ceci est un tas de boulot, que tous et toutes celles qui se sentent capables d'aider à traduire écrivent au d.i.y.against@gmx.de. Ecrivez : quelles langues, quand et votre nom (pseudo). Squats, centres autonomes, barricades de chariot, projets Si vous voulez présenter votre projet etc, raconter pourquoi et comment le projet a été évacué, ou mieux : comment avez-vous réussi à ne pas vous faire éjecter ? Quelles embrouilles y avait-il avec les différentes autorités/les spéculateurs/etc. ? Que pouvons nous faire pour rendre des destructions de projet plus difficiles ou comment les empêcher ? Pourquoi est-ce si difficile dans votre ville ? Avec quels autres projets y a-t-il des parallèles ? Etc... e-maillez au d.i.y.against[AT]gmx.de. Écrivez le nom du projet, les moyens techniques dont vous aurez éventuellement besoin, date préférée, langues etc.

Ateliers : Tout le monde sait faire quelque chose. S'enseigner des choses et échanger du savoir est une part élémentaire de la culture du d.i.y. (fais-le toi-même !).

Si vous avez envie d'échanger des savoirs, des expériences, qui pourraient être intéressantes pour des activistes, faites le ! Écrivez nom (d'artiste), Contenu de l'atelier (court !), matos dont vous avez besoin, langue(s) etc. à [diy-workingpoor\[at\]gmx.de](mailto:diy-workingpoor[at]gmx.de). **Groupes, musicienNEs :** Quelques groupes sont déjà prévus ! Bien sur vous êtes invitéEs aussi à vous organiser un concert dans la rue (ou dans ...) Il y a des moyens logistiques (limités) sur place, pour supporter des actions comme ça, soyez créatifs. Il aura une scène mobile à la "rue qui est à nous" (ReclaimTheStreets). Envoyez une confirmation au [d.i.y.against\[at\]gmx.de](mailto:d.i.y.against[at]gmx.de) (Groupe, style de zic', jour préféré pour jouer, de faire de la musique sur la rue aussi, envie de jouer sur camion à la RTS ?) **Collectifs de médias indépendants, de films etc...** Si vous avez envie de montrer ou présenter de votre matériel, faire une après-midi/soirée de films, allez-y. Ecrivez votre Idée/projet au [d.i.y.against\[at\]gmx.de](mailto:d.i.y.against[at]gmx.de) **Artistes :** Ou bien vous venez et faites votre truc spontanément, ou alors, si vous prévoyez quelque chose de plus grand, écrivez nous : [d.i.y.against\[at\]gmx.de](mailto:d.i.y.against[at]gmx.de) (Idée, nom (d'artiste). **Action :** Si vous avez envie d'actions directes, réfléchissez à quelque chose de rigolo, venez et faites le (mais pas de conneries destructrices !!!) ! Il y aura des espaces où vous pourrez vous préparer.

ET BIEN SUR : TOUS LES CUISINIERS ET TOUTES LES CUISINIÈRES, CHERS GOURMETS !
Vous êtes chaleureusement invités pour veiller au bien physique de tous les anarchistes !

International > Mobilisations

4 au 7 mai, "Espaces Autonomes" à Athènes.

Message de l'Assemblée ouverte pour la création d'espaces autonomes, et de zones publiques ouvertes éphémères.

Publié le 26 février 2006.

Chèr-e-s ami-e-s Le premier week-end de mai 2006 aura lieu à Athènes le forum social européen. Au même moment l'assemblée des espaces autonomes / zones publiques ouvertes éphémères utilisera l'université du centre d'athènes pour créer une zone autonome temporaire pour tenter de rassembler tous les collectifs, groupes et mouvements "populaires" (grassroots) anti-capitalistes, autonomes et anti-autoritaires Nous allons essayer ensemble de co-crée un espace public ouvert qui donne l'opportunité à tous/toutes les utopistes libertaires radicaux, les anarchistes, les anti-autoritaires, les communistes libertaires, les anarchistes verts ; les marxistes anti-système, les anarcho-primitivistes, les squats, les centres sociaux et tous les collectifs anti-hiérarchiques, dans la lignée moderne de la pensée/action libertaire, de présenter leur travail et d'exprimer leurs idées, d'atteindre un dialogue avec le public et la société globale. (tout le monde peut participer à la création de cet espace, envoyez vos propositions avant le 15 mars)
Chaque groupe peut y créer son espace et y apporter ses activités.

Propositions de thématiques :

Travail , Immigration , "City movements" (?) et Ecologie, Suppression (?), Mouvements internationaux et nouvelles technologies, Centres sociaux, squats, Action directe , Sexisme et Homophobie , Ontologie Libertaire , Anarchiste et Anti-autoritaire, Vie quotidienne contemporaine et mouvements culturels et sociaux futurs, Assemblée générale : espace anti-capitaliste et autonome et mouvement antiglobalisation

5 phases dans la procédure (peut être revu selon les idées apportées) :

- Autonomous Spaces / An Open Public Ephemeral Zone / Athens 4-7 May 2006
4 jours de dialogue public, mise en réseau d'infos, lectures, projections, expos, trucs sur internet...
- Action de Solidarité et de visibilité devant le camp de concentration pour immigrant/e/s
- Action visibilité/ protestation au marché de la ville et autres lieux de travail
- réus, cercles de discussion et ateliers dans les centres sociaux d'Athènes.
- Fête de rue de la "liberté totale", organisée par Void Network (invitation à tou/te/s les anarcho-ravers et sound systems)

Les gens qui peuvent pas venir peuvent s'exprimer en envoyant livres et brochures, vidéos ou choses à mettre sur internet qui seront diffusés là-bas. <http://www.voidnetworksociety.org> Contact pour les rencontres : [autonomousspacesathens2006\[at\]gmail.com](mailto:autonomousspacesathens2006[at]gmail.com) et pour la street parade : [voidinternational\[at\]gmail.com](mailto:voidinternational[at]gmail.com)

Joëlle AUBRON s'est envolée Témoignage de Franca Maï

Publié le 3 mars 2006.



Joëlle Aubron, ex-membre d'Action directe, est décédée mercredi 01 mars à Paris à l'âge de quarante-six ans.

"Mes pensées en ces jours de tristesse vont vers la famille, les proches et les amis de Joëlle Aubron. Tous ceux qui l'ont connue, croisée, appréciée et qui derrière le "monstre" que la justice tente de nous mémoriser -pour apaiser les consciences revanchardes des justiciers de pacotille-, ont découvert une femme avec ses doutes, ses luttes, ses questionnements, ses larmes, ses rires et ses chemins de traverse. Tous ceux qui ont eu la chance de comprendre ce que clairvoyance sur un monde en décrépitude veut dire. Malgré des années en quartier d'isolement, d'humiliations et de maladie, cette femme de quarante-six ans est restée debout, sans se renier ni se trahir. Elle aurait pu maintes fois "négocier sa liberté" mais son sens de l'éthique et son honnêteté en ont décidé autrement.

Quand bien même, les promeneurs égarés de cette terre inculte, ne partageraient ni le point de vue de la lutte armée, ni les exigences d'Action Directe, cet état d'esprit force le respect.

A l'heure, où une justice -catin calculatrice déshumanisée- minauda et joue avec les lois arbitrairement, en maintenant derrière les barreaux les prisonniers politiques d'AD : **Georges Cipriani, Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillon, Régis Schleicher** -toujours encagés malgré leurs vingt années incompressibles exécutées- ceux-ci pleurent dans une solitude étouffante, leur frangine de sang.

Si la justice avait été juste et humaine, les membres d'AD auraient dû à cette heure, respirer l'air libre et entourer Joëlle Aubron pour son ultime voyage. L'embrasser une dernière fois. Participer aux rites funéraires qui aident au deuil.

Non, ils ont désespérément froid, esclaves de leurs quatre murs bétonnés. Cette justice possède l'haleine fétide des carnassières à la cruauté barbare.

Elle a daigné cyniquement briser les chaînes lorsqu'elle a senti les spasmes de la faucheuse parcourir le corps de Joëlle Aubron, par une suspension de peine en 2004, pour raison médicale. Le crabe rongeur ne lui a laissé aucun répit. Joëlle Aubron est morte dans une maison de soins palliatifs à Paris (XVe arrondissement), où elle se trouvait depuis plus de deux semaines, après des séjours à l'hôpital d'Auxerre.

Aujourd'hui, je m'inquiète... surtout pour **Nathalie Ménigon**, partiellement hémiplégique et dépressive. Elle vient de perdre plus qu'une amie. Je crains que la douleur de cette amputation ne la laisse implacablement à terre. Terrassée par le manque d'un être cher, d'une voix à jamais disparue.

Libération pour les prisonniers politiques d'Action directe.

Non à la torture lente et à la peine de mort déguisée.

Ouvrez les cages !

Que Joëlle Aubron dorme en paix. Et que le soleil caresse ses os."

Franca Maï ou LA FEMELLE DU PIRATE est Auteure des romans remarquables "Momo qui kills", "Jean-Pôl & la même caoutchouc", "Speedy Mata" parus au Cherche-Midi Editeur. Elle collabore régulièrement à <http://www.e-torpedo.net> et écrit également pour <http://bellaciao.org>, <http://musique-libre.org>, <http://sistoeurs.net>, <http://hermaphrodite.fr>, <http://oulala.net>, etc... et est la co-fondatrice avec Di2 de e-torpedo.net, webzine sans barbelés. <http://www.francamai.net>

"Quand j'entends que d'anciens terroristes non repentis font leurs courses sur les marchés, alors qu'ils étaient, disait-on, à l'article de la mort... cela m'est insupportable. Les malades, même atteints d'une affection grave mais qui ne sont pas au "seuil de la mort", n'ont pas à bénéficier de cette loi." Pascal Clément, ministre de la Justice. (NouvelObservateur, janvier 2006)

Liste des lieux proposant un accès internet gratuit à St Etienne et diffusant la version papier :

. Izmir : Mercredis de 15 à 20h, 3, rue de la Sablière . Raminagrobis : Rue George Dupré (Mer au Sam) après 17h
. Entre-pots Café : Place Jules Guesde . Le Saint-Pier : 3, rue Elise Gervais . Bibliothèque municipale de Tarentaize (sur inscription)

Liste des lieux de diffusion de la version papier

sur St Etienne :

. Bellevue Entrepot : 11, rue de l'Égalité . Bold Rds : Rue Gérentet . Cinéma Le France . Cinéma Le Méliès . Écoles des Mines : Cours Fauriel . Elephant Pub : 9, rue de la Richelandonnière . Gran Lux : 11bis, rue de l'Égalité . Kiosque Culturel de la fac (site tréfilerie) . Kultures (quartier fac) . Little Soba : Rue des Martyrs de Vingré . Loulou Cantine : Rue Elise Gervais
. Les Méchants Enfants : Rue Antoine Durafour . La Ola : Rue Elise Gervais . Radio Dio : foyer Clairvivre / Crêt de Roch
. Sauf Imprévu : Impasse des 5 chemins . Snug : Place Saint-Roch . Soundwear : rue Notre-Dame

sur Lyon :

. De l'Autre Côté du Pont : 25, rue Gambetta, 3ème . Librairie La Gryffe : rue Sébastien Gryphe, 7ème
. Librairie Grand Guignol : proximité place Sathonay, 1er

sur Marseille :

. Alternative 13 : 43, cours Franklin Roosevelt, 5ème . Data : 44, rue des bons enfants, 6ème